

COPIE

ARRÊTE

N° 2005-AG/2-22

Du 17 janvier 2005

autorisant la Société SNF FLOERGER à exploiter un atelier de production de monomères acryliques quaternisés, un atelier de fabrication de polyamines, un atelier de fabrication de DADMAC et PolyDADMAC et un atelier pilote pour la synthèse des monomères MDAA et du polymère polyMDAA-HCl, sur son site de SAINT-AVOLD.

ARRÊTE CADRE

**LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST
PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR**

Vu le code de l'environnement (Livre 5, titre 1^{er}) ;

Vu le décret N° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et pris pour l'application des dispositions susvisées ;

Vu le décret N° 53-578 du 20 mai 1953 modifié qui fixe la nomenclature des installations classées ;

Vu la demande en date du 25 juillet 2003 présentée par la Société SNF FLOERGER en vue d'exploiter de nouvelles installations sur le territoire de la communes de SAINT-AVOLD ;

Vu les plans et notices produits à l'appui de cette demande ;

Vu le procès-verbal de l'enquête publique qui s'est déroulée du 9 janvier 2004 au 10 février 2004 dans les communes de SAINT-AVOLD, CARLING, DIESEN, L'HOPITAL, LONGEVILLE-LES-SAINT-AVOLD et PORCELETTE ;

Vu l'avis du commissaire enquêteur ;

Vu l'avis des Conseils Municipaux de SAINT-AVOLD, CARLING, DIESEN, L'HOPITAL, LONGEVILLE-LES-SAINT-AVOLD ET PORCELETTE ;

Vu l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Equipement en date du 6 avril 2004 ;

Vu l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 16 avril 2004 ;

Vu l'avis de Mme le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales en date du 8 avril 2004 ;

Vu l'avis de M. le Directeur Régional de l'Environnement en date du 8 avril 2004 ;

Vu l'avis de M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours ;

Vu l'avis de M. le Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de Protection Civile en date du 14 avril 2004 ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées du 3 novembre 2004 ;

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 17 décembre 2004 ;

Vu les arrêtés préfectoraux N°2004-AG/2-286 du 2 juillet 2004 et N° 2004-AG/2-413 du 15 septembre 2004 prorogeant le délai pour statuer sur la demande de la Société SNF FLOERGER à SAINT-AVOLD ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

Arrête :

ARTICLE 1^{er} –

La Société SNF SAS dont le siège social est situé 20, rue de l'Innovation 42000 SAINT-ETIENNE exploite sur le territoire de la commune de Saint-Avold dans la ZAC une unité chimique comprenant les ateliers suivants :

- Un atelier de production de monomères acryliques quaternisés destinés au traitement des eaux industrielles et municipales comprenant une ligne de sulfométhylation et chlorobenzoylation, ainsi que 4 lignes de production de monomères chlorométhylés.
- Un atelier de fabrication de polyamines (coagulants organiques) comprenant :

- 4 lignes de production (dont une en secours) et dont l'une et également dédiée à la production de CHPTMAC
 - 1 ligne de production de polymère WS72.
- Un atelier de fabrication de DADMAC et PolyDADMAC comprenant 3 lignes de production.
 - Un atelier pilote pour la synthèse des monomères MDAA (méthyldiallylamine) et du polymère polyMDAA-HCl.

Les activités et installations des différents ateliers sont visés par les rubriques suivantes de la nomenclature.

Rubriques	Désignation activité	Volume d'activité	Ateliers	Classement	Rayon
1111-2-a	Emploi et stockage de substances et préparations liquides très toxiques ; la quantité totale susceptible d'être présente étant supérieure à 20t	- ADAME + Diméthylsulfate : 882 t - Chlorure d'allyle : 226 t Total : 1 108 t	Q D/P	AS	1 km
1131-2-a	Emploi et stockage de substances et préparations liquides toxiques ; la quantité totale susceptible d'être présente étant supérieure à 200 t	- EPI : 240 t - Chlorure de benzyle : 33 t - Alcool allylique : 20 t (déchets) Total : 293 t	P Q D/P	AS	1 km
2910-B	Installation de combustion alimentée par les effluents gazeux résiduels du site et autres sous-produits ; la puissance thermique maximale étant supérieure à 0,1MW	Incinérateur alimenté par des effluents gazeux résiduels du site d'une puissance thermique maximale de 1,5 MW.	Site	A	3 km
1432-2-a	Stockage de liquides inflammables ; la capacité équivalente totale étant supérieure à 100m ³	<u>1^{ère} catégorie :</u> DMA : 2 x 120 m ³ EPI : 2 x 100 m ³ EDA : 1 x 30 m ³ Chlorure d'allyle : 2 x 120 m ³ Méthylamine : 1 x 1 m ³ <u>2^{ème} catégorie :</u> ADAME : 5 x 70 m ³ + 4 x 150 m ³ MADAME : 2 x 70 m ³ Chlorure de benzyle : 1 x 30 m ³ Capacité totale équivalente : 935 m³	P+D/P P P D/P Pilote Q Q Q	A	2 km
1433-B-a	Installations de mélanges ou d'emploi de liquides inflammables ; Installations sans mélange à froid ; la quantité totale équivalente susceptible d'être présente étant supérieure à 10t	-28,2 t pour les 4 lignes polyamines(dt 1 en secours) -132 t pour les 3 lignes de DADMAC (quantité équivalente compte tenu du DMA) Total : 160,2 t	P D/P	A	1 km
1434-2	Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables ; installations de chargement ou de déchargement desservant un dépôt de liquides inflammables soumis à autorisation	Chargement/déchargement de wagons : -DMA : 30 m ³ /h -EPI : 30 m ³ /h Déchargement de wagons : - Chlorure d'allyle : 30m ³ /h	P+D/P P D/P	A	1 km

Rubriques	Désignation activité	Volume d'activité	Ateliers	Classement	Rayon
		Chargement/déchargement de camions : - EDA : 30 m ³ /h - ADAME, MADAME : 20 m ³ /h - DMS : 15 m ³ /h Déchargement de camions : - Chlorure de benzyle : 20 m ³ /h Total : 175 m³/h	P Q Q Q		
2920-2-a	Installations de réfrigération et de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa ; mettant en œuvre des fluides non inflammables et non toxiques ; la puissance absorbée étant supérieure à 500kw	-2 compresseurs (2 x 35 kW) -2 compresseurs (2 x 50 kW) -5 groupes froids (5 x 200 kW) -3 groupes froids (2 x 350 kW) Total : 1 870 kW	Site Site Site D/P	A	1 km
1414-2	Installation de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés ; installation de chargement ou de déchargement desservant un dépôt de gaz inflammables soumis à autorisation	Dépotage de wagons et camions de chlorure de méthyle : - remplissage : 20 m ³ /h - soutirage : 1,5 m ³ /h	Q	A	1 km
1412-2a	Stockage de gaz inflammables liquéfiés ; la quantité totale susceptible d'être présente étant supérieure à 50 t	2 réservoirs sous talus de chlorure de méthyle : 2 x 64,4 t (2 x 70 m ³) = 128,8 t	Q	A.	2 km
2910-A-2	Installations de combustion alimentées au gaz naturel et au fioul domestique ; la puissance thermique étant supérieure à 2MW, mais inférieure à 20 MW	- 2 chaudières eau chaude (2 x 0,24 MW) - 3 chaudières vapeur (3 x 3,5 MW) - aérothermes pour chauffage : 2 x 0,65 MW + 0,4MW - 4 groupes électrogènes (0,17 MW et 0,07 MW + 0,25 MW + 0,26 MW) - 1 surpresseur incendie de 0,09 MW Total : 13,52 MW	Site D/P P + Q + D/P Q + P + D/P Site	D	
1212-5	Emploi et stockage de peroxydes organiques de la catégorie de risque R3 et de stabilité thermique S3 ; la quantité étant supérieure à 120kg, mais inférieure à 2000kg	Quantité maximale présente sur le site : 500 kg	D/P + Pilote	D	
1200-2	Emploi et stockage de substances et préparations comburantes	Catalyseur comburant pour le DADMAC/POLYDADMAC en quantité inférieure à 2 t	D/P	NC	
1630	Emploi et stockage de lessive de soude	Deux cuves de 45 t de lessive de soude Total : 90 t	P + D/P	NC	

Rubriques	Désignation activité	Volume d'activité	Ateliers	Classement	Rayon
1611	Emploi et stockage d'acide chlorhydrique	Une cuve de 35 t d'acide chlorhydrique	P	NC	

Q : atelier de quaternisation ; P : atelier des polyamines ; D/P : atelier du DADMAC et du POLYDADMAC

ARTICLE 2 –

Les arrêtés préfectoraux n° 96-AG/2-439 du 26 juillet 1996 n° 97-AG/2-147 du 4 juillet 1997, n° 98-AG/2-4 du 2 janvier 1998, n° 98-AG/2-268 du 10 décembre 1998, n° 98-AG/2-269 du 10 décembre 1998, n° 98-AG/2-270 du 10 décembre 1998, n° 2000-AG/2-179 du 2 juin 2000 et n° 99-AG/2-114 du 7 mai 1999 sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes qui constituent des prescriptions complémentaires de portée générale à respecter pour l'ensemble des ateliers.

Le présent arrêté est un arrêté cadre dont les dispositions s'appliquent à l'ensemble des installations de l'entreprise.

Les capacités de fabrication sont définies dans les arrêtés préfectoraux d'autorisation propres à chaque atelier.

PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 3 - Textes de portée générale

Sans préjudice des prescriptions du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions des textes suivants :

- arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisance ou textes équivalents publiés postérieurement,
- arrêté ministériel du 10 mai 1993 fixant les règles parasismiques applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- arrêté ministériel du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées.
 - arrêté ministériel du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs,
 - arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements d'eau et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation.

L'exploitation des installations classées présentes sur le site soumises à déclaration et mentionnées à l'article 1.2 du présent arrêté sera effectué conformément aux dispositions des arrêtés-types correspondant en vigueur, sauf en ce qu'ils seraient contraires aux prescriptions du présent arrêté.

RÈGLES DE CARACTÈRE GÉNÉRAL

ARTICLE 4 - Conformité aux plans et données techniques

4.1

Les installations et leurs annexes seront situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation, tant qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

4.2

Les prescriptions de la présente autorisation s'appliquent également aux installations exploitées dans l'établissement qui, même si elles ne relèvent pas de la nomenclature des installations classées, sont de nature à modifier les dangers ou les inconvénients présentés par les installations classées de l'établissement.

4.3

L'étude des dangers sera complétée et si besoin révisée au fur et à mesure de l'apparition de connaissances nouvelles concernant les éléments qui la composent. L'étude des dangers sera révisée tous les cinq ans.

ARTICLE 5 - Modification - Abandon d'exploitation

5.1

Toute extension ou modification apportée par le demandeur à l'installation, aux procédés de fabrication, aux produits et aux volumes traités et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation devra être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

5.2

Si l'exploitation devait être abandonnée, en application des dispositions de l'article 34-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, l'exploitant notifiera au Préfet la date de cet arrêt au moins un mois avant que la cessation d'activité n'intervienne. Dans ce cas, il remettra un mémoire précisant les mesures prises ou qu'il est prévu de prendre pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976.

ARTICLE 6 - Accident - Incident - Pollution

L'exploitant est tenu de déclarer dans les plus brefs délais à l'inspection des installations classées tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976.

De plus, pour tout événement mentionné ci-dessus, l'exploitant adressera à l'inspection des installations classées, sous quinze jours, un rapport relatif aux origines et aux conséquences du phénomène, les mesures mises en œuvre pour en limiter le développement et celles retenues pour éviter qu'un tel événement ne se reproduise.

Les dépenses occasionnées par la lutte contre la pollution et les mesures de restauration du site seront à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 7 - Contrôles et analyses

L'exploitant est tenu d'archiver pendant une période d'au moins trois ans les contrôles, les analyses, les expertises et les rapports de suivi prévus au titre de présent arrêté. Ces documents seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sauf ceux précisément cités qui devront lui être envoyés.

Indépendamment des contrôles explicitement prévus par le présent arrêté, l'inspection des installations classées pourra demander en cas de besoin que des contrôles spécifiques, des prélèvements et des analyses soient effectués à l'émission ou dans l'environnement, par un organisme dont le choix sera soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions prises au titre de la réglementation

sur les installations classées. Les frais occasionnés par ces contrôles et ces analyses seront supportés par l'exploitant.

RÈGLES GÉNÉRALES D'IMPLANTATION ET DE CONSTRUCTION

ARTICLE 8 -

8.1 - Règles générales

Les stockages aériens de liquides inflammables sont exploités et installés conformément à l'étude des dangers et aux prescriptions des textes suivants :

- les règles édictées dans l'arrêté ministériel du 9 novembre 1972 modifié le 19 novembre 1975, relatif aux règles d'aménagement et d'exploitation des dépôts d'hydrocarbures liquides de capacité fictive supérieure à 1 000 m³,
- circulaire et instruction du 9 novembre 1989 relatives aux dépôts aériens de liquides inflammables (rubrique 253),
- les ateliers de fabrication sont soumis aux règles édictées dans l'arrêté ministériel du 4 septembre 1967 modifié relatif aux règles d'aménagement et d'exploitation des usines de traitement du pétrole brut, de ses dérivés et résidus, à l'exception de l'article 8 du titre 1er et des titres II et III. Ces règles pourront être substituées par des règles d'un niveau de sécurité au moins équivalent.

8.2 - Intégration dans le paysage

Des écrans de végétation, denses à feuillage persistant, d'une hauteur minimum de 4 mètres, seront plantés le long des voies d'accès au site. La limite sud de la propriété, actuellement masquée par un talus, sera plantée en cas d'extension de l'usine.

La terre végétale et les matériaux retirés des terrains au cours des travaux de construction serviront en priorité à l'aménagement du site. Les terrains non utilisés par l'exploitation seront replantés d'essences identiques à celles reconnues localement.

L'ensemble du site, comprenant tant les installations que leurs abords, sera en permanence entretenu et maintenu propre.

ARTICLE 9 - Clôture

Le terrain d'implantation de l'usine sera entièrement fermé par une clôture robuste d'une hauteur minimum de 2,5 mètres capable d'interdire l'accès à toute personne étrangère à l'exploitation. L'interdiction d'accès aux terrains sera signifiée par des panneaux facilement visibles.

Les accès du site se feront par des entrées comportant un portail surveillé pendant les périodes d'exploitation et fermé en dehors des périodes de fonctionnement du site.

Ces accès auront un recul suffisant pour que l'entrée et la sortie des véhicules n'exigent pas de manœuvre.

Les différentes installations constituant l'usine seront implantées à au moins 20 mètres de la clôture de l'exploitation.

ARTICLE 10 - Gardiennage

Un gardiennage sera assuré notamment par du personnel logeant dans les deux villas construites à l'entrée de l'établissement.

De plus, une surveillance technique de l'établissement sera assurée par du personnel d'astreinte (renvoi des alarmes techniques par GSM). Les modalités de gardiennage seront prises en compte dans le POI.

La surveillance de l'établissement sera organisée suivant une consigne qui fixera la nature des contrôles qui devront être exercés.

ARTICLE 11 - Voies de circulation routière

Les voies de circulation seront tracées et conçues de manière à permettre à tout véhicule et notamment aux véhicules d'intervention de circuler sans gêne en tout point de l'usine et par tous les temps.

L'accès au site, les voies de circulation situées dans les zones dangereuses mentionnées à l'article 14 du présent arrêté ainsi que l'aire de stationnement provisoire des citernes routières en attente de déchargement respecteront les dispositions énoncées ci-après :

- largeur de chaussée : 6 mètres,
- hauteur disponible : 3,5 mètres,
- pente : inférieure à 15%,
- rayon de braquage intérieur : 11 mètres,
- force portante calculée pour un véhicule de 130 kilonewtons (dont 40 kilonewtons sur l'essieu avant et 90 kilonewtons sur l'essieu arrière, ceux-ci étant distants de 4,5 mètres).

Le franchissement des voies de circulation par des tuyauteries et des câbles aériens s'effectuera à une hauteur suffisante au-dessus des voies pour permettre le passage des véhicules. Les tuyauteries et les câbles en tranchée franchiront les voies de circulation sous des ponceaux ou dans des gaines, ou seront enterrés à une profondeur convenable.

Le stationnement des véhicules sur les aires de dépotage ne sera autorisé que pour les opérations de chargement et de déchargement des produits. Une matérialisation au sol interdira le stationnement des véhicules devant les zones présentant des risques.

ARTICLE 12 - Voies de circulation ferroviaire

L'exploitant disposera de sa propre voie ferrée et pourra faire appel à des prestataires de services pour la desserte de ses ateliers, sous réserve qu'une convention liant les contractants précise :

- les conditions d'exploitation et de maintenance des matériels et de la voie,
- les conditions de formation et d'équipement du personnel chargé des manœuvres,
- les voies des réseaux ferrés empruntées par les wagons de matières dangereuses,
- l'identification de la voie de la Société SNF SAS dans les consignes et dans les postes d'aiguillage,
- la liste des matières dangereuses transportées,
 - les dispositions prévues en terme de prévention et d'intervention, en cas d'accident concernant les matières dangereuses.

Une copie de cette convention signée par tous les exploitants des réseaux ferrés sera adressée à l'inspection des installations classées.

L'exploitant prendra toutes les dispositions nécessaires en liaison avec son ou ses prestataire(s) de services pour que seuls les convois ferroviaires à destination de ses propres installations accèdent à l'embranchement desservant son usine.

Un plan d'urgence concernant le transport ferroviaire des matières dangereuses sur le réseau cité ci-dessus sera intégré au POI de l'établissement. Un exemplaire du plan d'urgence sera transmis à l'inspection des installations classées et au Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours.

ARTICLE 13 - Les différents types de zones

L'exploitant déterminera sous sa responsabilité les zones "non feu" et "feu", définies selon la possibilité de présence de vapeurs combustibles dans l'atmosphère, en fonction des risques présentés par les installations, lesquelles seront reproduites sur un plan régulièrement tenu à jour.

13.1 - Zone "non feu"

D'une manière générale, tous les bâtiments, locaux ou appareils dans lesquels sont stockés ou traités des gaz combustibles liquéfiés ou des liquides inflammables ou dans lesquels peuvent se dégager des gaz combustibles seront considérés comme zone "non feu". Les soupapes ou les orifices de purge, les enceintes ou les tuyauteries contenant des gaz combustibles et les orifices de respiration des réservoirs de liquides inflammables sont à considérer dans les zones de "non feu".

Chaque zone "non feu" définie s'étendra à 20 mètres au moins au-delà des bâtiments, enceintes ou appareils correspondants. Elle sera matérialisée sur le terrain par des panneaux ou tout autre moyen équivalent.

En particulier, le bâtiment de production renfermant les réacteurs et les zones de stockage et de dépotage des matières premières seront des zones de "non feu".

13.2 - Zone "feu"

Les locaux à usages divers situés à l'intérieur d'une zone "non feu" ne seront pas eux-mêmes considérés comme zone "non feu" si :

- l'air est prélevé à l'extérieur d'une zone "non feu",
- un arrêt de fonctionnement de la ventilation actionne automatiquement un dispositif avertisseur situé en un endroit où se tient en permanence du personnel instruit des mesures à prendre en pareil cas.

Les zones situées au-delà des zones de "non feu" peuvent être considérées comme des zones "feu".

ARTICLE 14 - Les ateliers de production et de stockage

Les bâtiments de production et les halls de stockage seront édifiés en structure métallique et maintenus hors gel par un bardage "double peau". Toutes les structures porteuses du bâtiment, des réacteurs, des ancrages des réservoirs et des supports des nappes de tuyauteries, de canalisations et de câblages électriques seront stables au feu 1/2 heure dans les zones où sont stockés ou mis en œuvre des liquides inflammables.

Les parties de bâtiment comprenant la salle de contrôle, les bureaux, les vestiaires et les sanitaires seront construites en béton afin de faciliter le confinement des personnes et la séparation des risques.

Chaque niveau, étage ou passerelle, régulièrement fréquenté par le personnel devra comporter au minimum deux issues éloignées le plus possible l'une de l'autre permettant une évacuation rapide.

ARTICLE 15 - Appareils, machines et canalisations

15.1 - Appareils et machines

Les appareils à pression de vapeur, d'eau surchauffée, de gaz, les canalisations transportant des fluides sous pression, les tuyauteries et leurs accessoires, les appareils tubulaires destinés à assurer un échange thermique, les compresseurs, les groupes de froid, la chaudière devront satisfaire aux réglementations en vigueur et aux normes françaises homologuées au moment de leur construction ou de toute modification notable.

Les appareils et les machines non réglementés seront construits suivant les règles de l'art.

Les matériaux servant à la construction des appareils et des machines seront choisis en fonction des fluides contenus ou en circulation afin qu'ils ne soient pas sujets à des phénomènes de dégradation de leurs caractéristiques (corrosion accélérée, fragilité,... etc...).

Les appareils, machines ou tuyauteries particulièrement sensibles à la condensation du fait de la température des fluides véhiculés seront plus spécialement protégés de la corrosion par tout moyen efficace.

15.2 - Canalisations

Toutes les canalisations seront protégées dans les zones présentant des risques de choc, elles pourront être enterrées mais devront alors être repérées au sol. Les canalisations au sol seront installées dans des caniveaux recouverts de grilles de type chaussée ou protégées contre les chocs des véhicules, par des glissières ou tout autre dispositif équivalent.

Les canalisations feront l'objet de toute protection adaptée aux agressions qu'elles peuvent subir : protection physique contre la corrosion, signalisation vis-à-vis des terrassements, protection thermique à proximité des zones susceptibles d'être soumises à un flux thermique en cas d'accident.

Les canalisations et leurs accessoires feront l'objet de contrôles non destructifs complétant ceux prévus par les réglementations existantes. Ces contrôles auront une périodicité au moins triennale.

En particulier, les canalisations non soumises à la réglementation relative aux appareils à pression transportant des produits dangereux ou importants pour la sécurité des installations (réfrigération des réacteurs) feront l'objet d'une épreuve hydraulique lors de leur mise en service et d'un suivi régulier sérieux attestant de leur maintien en bon état. A cet effet, les dispositions de la réglementation relative aux appareils à pression pourront être transposées à ces canalisations.

La définition et le contenu de ces contrôles, par nature d'équipements ou de canalisations, seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

15.3 - Canalisations de liquides inflammables

Les canalisations desservant les stockages de liquides, lorsqu'elles sont souterraines sont soumises aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 22 juin 1998 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et de leurs équipements annexes.

ARTICLE 16 - Installations électriques

16.1

Les installations électriques de l'établissement devront être réalisées et entretenues par un personnel qualifié, avec un matériel approprié, conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion.

Les adjonctions, modifications ou réparations devront être exécutées dans les mêmes conditions.

16.2

Un dispositif de secours (groupe électrogène) sera mis en place pour alimenter, en cas de défaillance du réseau électrique, les équipements et les capteurs des paramètres importants pour la sécurité.

16.3

La Société SNF SAS définira sous sa responsabilité les zones dans lesquelles peuvent apparaître, en cours de fonctionnement normal ou exceptionnel des installations, des risques particuliers (vapeurs inflammables ou toxiques, risques d'explosion). Un plan de ces zones doit être établi et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des Services d'Incendie et de Secours.

Dans ces zones ainsi définies, les installations électriques devront être réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins d'exploitation, tout autre appareil, machine ou matériel étant placé en dehors d'elles.

Les canalisations situées dans ces zones ne devront pas être une cause possible d'inflammation des atmosphères explosives éventuelles, elles seront convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits qui seront utilisés, stockés ou fabriqués dans les zones en cause.

Une corrélation étroite sera faite avec la définition des zones "feu" et "non feu" mentionnées à l'article 14.

16.4

De plus, conformément à la réglementation définissant les règles d'aménagement et d'exploitation des dépôts d'hydrocarbures liquéfiés, l'établissement, pour les parties concernées, fera l'objet du plan de classement de zones dangereuses dans lesquelles le matériel électrique utilisé sera de "sûreté" en application des dispositions du décret n° 78-779 du 17 juillet 1978 et ses textes d'application portant règlement sur le matériel dans les atmosphères explosives.

Dans les zones où les atmosphères explosives peuvent apparaître de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée, les installations électriques devront soit répondre aux prescriptions du paragraphe précédent, soit être constituées de matériel de bonne qualité industrielle qui, en service normal n'engendrera ni arc, ni étincelle, ni surface chaude susceptible de provoquer une explosion.

L'exploitant doit être en mesure de justifier le type de matériel électrique utilisé dans chacun des différents secteur de l'usine.

16.5

Les appareils d'éclairage ne seront pas situés en des points susceptibles d'être heurtés. Ils seront en toutes circonstances éloignés des produits ou substances entreposés et des

procédés de fabrication afin d'éviter tout échauffement susceptible d'amorcer un incendie ou une explosion.

16.6

Un contrôle de la conformité de la société par rapport à l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 cité à l'article 17.1 sera effectué par un organisme indépendant qualifié dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté puis une fois par an. Les résultats de ces contrôles seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Les travaux ou réparations proposés par cet organisme dans son rapport de contrôle devront être réalisés dans les plus brefs délais et dans un délai ne devant pas excéder deux semaines à compter de la réception du rapport.

ARTICLE 17 - Protection contre les effets de l'électricité statique et les courants de circulation

Les installations seront protégées des effets de l'électricité statique et des courants de circulation. Toutes les structures et tous les appareils comportant des masses métalliques seront mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielle.

La mise à la terre sera distincte de celle des installations de protection contre la foudre lorsqu'elles existent. Les dispositifs de prise de terre seront installés conformément aux normes en vigueur.

Une vérification au moins annuelle des prises de terre et de la continuité des conducteurs de mise à la terre sera effectuée.

ARTICLE 18 - Protection contre la foudre

18.1

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peuvent être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement, à la sûreté des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, doivent être protégées contre la foudre.

18.2

Les dispositifs de protection contre la foudre doivent être conformes à la norme française C17-100 ou à toute norme en vigueur dans un État membre de la Communauté Européenne et présentant des garanties de sécurité équivalentes.

La norme doit être appliquée en prenant en compte la disposition suivante : pour tout équipement, construction, ensemble d'équipements et constructions ne présentant pas une configuration et des contours hors tout géométriquement simples, les possibilités d'agression et la zone de protection doivent être étudiées par la méthode complète de la sphère fictive. Il en est également ainsi pour les réservoirs, tours, cheminées et, plus généralement, pour toutes les structures en élévation dont la dimension verticale est supérieure à la somme des deux autres.

Cependant, pour les systèmes de protection à cage maillée, la mise en place de pointes caprices n'est pas obligatoire.

18.3

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations visées à l'article 13.1 ci-dessus fait l'objet, tous les cinq ans, d'une vérification suivant l'article 5.1 de la norme française C 17-100 adapté, le cas échéant, au type de système de protection mis en place.

Dans ce cas la procédure est décrite dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Cette vérification doit également être effectuée après l'exécution de travaux sur les bâtiments et structures protégés ou avoisinants susceptibles d'avoir porté atteinte au système de protection contre la foudre mis en place et après tout impact par la foudre constaté sur ces bâtiments ou structures.

18.4

Les pièces justificatives du respect des articles 19.1, 19.2 et 19.3 ci-dessus sont tenues à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

PRÉVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

ARTICLE 19 - Principe général

19.1

L'exploitant devra rechercher par tous les moyens à diminuer au maximum la consommation d'eau de l'établissement. En particulier, le recyclage sera utilisé chaque fois que possible. Lors de la réfection des ateliers ou du remplacement de matériel, l'économie d'eau sera un facteur de choix prépondérant des nouveaux investissements.

19.2

Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects, d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager, directement ou indirectement des gaz ou des vapeurs toxiques ou inflammables.

ARTICLE 20 - Alimentation en eau

Les besoins en eau potable ou industrielle pour les sanitaires, le process, le lavage des réacteurs, l'alimentation des chaudières et le laboratoire seront entièrement couverts par le réseau d'alimentation en eau potable de la ZAC de Saint-Avoid. Un système de disconnection sera installé pour empêcher tout retour d'eaux usées vers le réseau d'eau potable.

Le réseau d'alimentation en eau industrielle de la ZAC de Saint-Avoid sera utilisé pour l'alimentation des tours de refroidissement et de l'incinérateur de COV, ainsi que pour les besoins en eau d'extinction d'incendie. Toute modification de l'utilisation de ce réseau fera l'objet d'une information préalable de l'inspection des installations classées.

Les installations de prélèvement d'eau devront être munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif sera relevé journalièrement et les résultats seront portés sur un registre éventuellement informatisé.

ARTICLE 21 - Nature des effluents liquides

Suivant la nature et le traitement qui leur sont associés, on distinguera les catégories suivantes d'effluents liquides :

- les eaux sanitaires,
- les eaux non polluées,
- les eaux résiduaires industrielles et les eaux pluviales polluées,
- les eaux d'extinction d'incendie.

Par ailleurs, le site ne générera aucun rejet d'eau en provenance du procédé de fabrication (la totalité de l'eau consommée se retrouvant dans les produits finis).

Les produits de réactions et d'analyses provenant du laboratoire seront traités comme des déchets industriels.

ARTICLE 22 - Collecte des effluents liquides

22.1

Le site disposera de deux réseaux de collecte suivant la nature des effluents à recueillir, on distinguera :

- le réseau de collecte des eaux sanitaires,
- le réseau de drainage des eaux non polluées,

22.2

Les eaux d'extinction d'un éventuel incendie seront stockées dans un bassin de récupération de 700 m³. Des dispositions devront être prises pour que l'eau déversée massivement sur les installations et ayant entraîné des produits chimiques puisse être admise dans le milieu naturel.

22.3

Un plan des réseaux de collecte des effluents, régulièrement tenu à jour, sur lequel apparaissent les secteurs collectés, les regards et les points de branchement et toutes les canalisations sera transmis daté à l'inspection des installations classées lors de la mise en service de l'installation et après chaque modification notable des circuits.

Chacun des éléments cités ci-dessus sera repéré sur le site.

22.4

Les canalisations de collecte des effluents doivent être étanches, capables de résister à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de transporter et aux contraintes mécaniques du sol. Elles seront mises en service après remise du procès verbal d'essais d'étanchéité dressé par un organisme indépendant.

22.5

Les réseaux de collecte des effluents seront convenablement entretenus et feront l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de vérifier leur bon état.

ARTICLE 23 - Le traitement des effluents liquides

23.1 - Eaux sanitaires

Les eaux sanitaires seront traitées à la station d'épuration de Saint-Avoid conformément aux dispositions de la convention signée entre les deux parties.

23.2

Les eaux sanitaires seront évacuées par un collecteur public d'assainissement de la ville.

23.3 - Eaux non polluées

23.3.1

Les eaux non polluées comprennent les eaux pluviales dites "propres" et les eaux de purges de déconcentration des circuits de refroidissement. Les eaux pluviales proviennent des voies de circulation, des aires de stationnement et du ruissellement des toitures. Les eaux de purge des trois chaudières vapeur qui représentent un débit de 250 m³/an doivent faire l'objet d'une neutralisation de manière à obtenir un pH compris entre 5,5 et 8,5. Le pH sera

contrôlé. Les eaux non polluées seront collectées dans des avaloirs d'orage et dirigées vers des points bas d'écoulement reliés à un débourbeur et à un séparateur d'hydrocarbures. Après ce traitement, ces effluents seront ensuite évacués par un exutoire unique vers le réseau pluvial de la ZAC de Saint-

23.3.2

Le séparateur d'hydrocarbures sera muni d'un détecteur d'hydrocarbures qui préviendra l'exploitant de l'imminence d'un rejet non conforme. Ce détecteur sera équipé d'un report d'alarme dans la salle de commande et asservira un obturateur automatique interdisant l'évacuation des effluents dans le réseau de la ZAC en cas de dépassement du seuil préétabli. Dans ce cas, les effluents ne seront pas rejetés dans le milieu naturel.

Le bac débourbeur fera l'objet de contrôles de niveau de remplissage et de curages suffisamment réguliers afin de pallier tout débordement ou infiltration préjudiciable à la qualité du milieu. Le bac débourbeur et le séparateur d'hydrocarbures seront munis de trappes de visite.

23.3.3

Afin d'assurer dans de bonnes conditions le transit des eaux et la récupération des polluants, le dimensionnement de cette installation tiendra compte des surfaces à traiter et du volume d'effluents correspondant à la totalité des précipitations enregistrées à l'occasion du dernier orage décennal. Ces installations de traitement seront régulièrement entretenues conformément aux recommandations du constructeur.

23.3.4

Les valeurs limites maximales admissibles à la sortie du séparateur d'hydrocarbures sont données par le tableau suivant :

PARAMÈTRES		Concentrations instantanées en mg/l
MEST	(NF T 901)	30
DCO	(NF T 90101)	80
HYDROCARBURES	(NF T 90114)	10

Le pH des rejets devra être compris entre 5,5 et 8,5.

La température des eaux rejetées devra être inférieure à 30 °C.

23.3.5

Les dispositifs de rejet des eaux non polluées dans le réseau d'évacuation de la ZAC de Saint-Avoid seront accessibles aux agents chargés du contrôle et aménagés de manière à permettre l'exécution dans de bonnes conditions de prélèvements dans l'effluent et de la mesure de son débit.

23.3.6

Au moins une fois par semestre, les effluents rejetés seront analysés par un organisme indépendant de l'exploitant.

Les résultats d'analyse seront transmis régulièrement à l'inspection des installations classées et au service de la police de l'eau.

23.4 - Eaux résiduelles industrielles et les eaux pluviales polluées

23.4.1

Il n'y aura aucun rejet d'eaux résiduaires industrielles et d'eaux pluviales polluées (issues essentiellement des cuvettes de rétention) dans le réseau eaux usées du SIVOM de Saint-Avoid.

Dès le démarrage des installations de production de DADMAC et de PolyDADMAC, ces effluents seront traités dans une unité de traitement évaporatif. Le concentrat sera récupéré et éliminé par incinération à l'extérieur du site. L'eau évaporée sera recyclée et utilisée dans le process ou pour le lavage des capacités (réacteurs, colonnes...).

ARTICLE 24 - Surveillance de la qualité des eaux souterraines

Afin de s'assurer du maintien de la qualité des eaux souterraines, au moins deux fois par an, des échantillons seront prélevés en amont et en aval de l'usine dans la nappe. L'eau prélevée devra faire l'objet de mesures des paramètres et substances suivantes : pH, DCO, DBO₅, Azote total, HC totaux, AOX, Epichlorhydrine, chlorure de benzyle, chlorure d'allyle, Diméthylsulfate. Les résultats de ces analyses seront transmis à l'inspection des installations classées. Toute anomalie sera signalée dans les meilleurs délais.

Ces prélèvements seront effectués au niveau du piézomètre implanté en aval de l'usine dans la partie Nord-Est du site conformément aux propositions de l'étude hydrogéologique fournie dans le dossier de demande d'autorisation initiale. Les puits 201 et 230 situés plus en aval de l'usine selon le sens d'écoulement de la nappe seront utilisés comme 2^{ème} et 3^{ème} puits de surveillance. Les captages dénommés 208 et 209, éloignés de toute installation industrielle, permettront de mesurer la qualité des eaux souterraines en amont de l'installation.

ARTICLE 25 - Prévention des pollutions accidentelles

25.1 - Dispositions générales

Toutes les dispositions seront prises pour éviter, en cas d'incident de fonctionnement ou de fuite d'un stockage, tout déversement direct de produits dont les caractéristiques et les quantités émises seraient susceptibles d'être à l'origine d'une pollution des eaux souterraines ou superficielles.

Le stockage et le transvasement des liquides de quelque nature qu'ils soient ne pourront être effectués que sur des aires rendues étanches et spécialement aménagées de manière à ce que les liquides accidentellement répandus soient récupérés avant d'atteindre le milieu récepteur.

Les abords des aires de stockage et de dépotage seront maintenus propres et dégagés de tout matériel susceptible de provoquer ou d'aggraver les conséquences d'une pollution accidentelle ou de gêner l'intervention.

Tout lavage des véhicules est strictement interdit.

25.2 - Les aires de chargement et de déchargement

Les quais de dépotage des matières premières et d'empotage des produits finis seront équipés de cuvettes de rétention répondant aux mêmes règles de construction que celles relatives aux stockages mentionnées à l'article 26.3 du présent arrêté.

Les opérations de dépotage et de chargement feront l'objet de procédures de travail écrites. En particulier, ces opérations sont réalisées sous la surveillance permanente par un agent habilité, dûment formé aux manœuvres ferroviaires et routières, ainsi qu'aux opérations de dépotage concernées.

25.3 - Stockages des produits

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand réservoir,
- 50% de la capacité globale des réservoirs.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50% de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20% de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Pour l'application de cette règle, lorsque deux ou plusieurs réservoirs sont reliés entre eux par le bas, ils sont considérés comme un réservoir unique.

Les capacités de rétention devront résister à la pression des fluides. Elles seront munies d'un point bas et d'un dispositif de collecte qui permettra de récupérer les eaux pluviales polluées et de les acheminer vers le bassin de récupération. La pompe de vidange de ces effluents sera placée à l'extérieur de la cuvette de rétention. Les dispositifs de vidange par simple gravité et les systèmes à obturation destinés à évacuer les fluides des cuvettes de rétention sont interdits.

Les cuvettes de rétention pourront être équipées de dispositifs de surverse permettant d'acheminer les fluides vers le bassin de récupération des eaux d'extinction d'incendie sous réserve qu'elles respectent les volumes des capacités de stockage énoncées ci-dessus et que les égouts destinés à acheminer les fluides soient équipés de dispositifs pare-flamme.

Les capacités de rétention seront maintenues en permanence étanches, propres et vides de tout matériel ou de tout fluide de nature à limiter le volume disponible. Toutes les mesures seront prises pour que les produits épandus puissent être rapidement récupérés et traités.

Les produits chimiques, toxiques, corrosifs ou inflammables seront stockés dans des conteneurs de capacité limitée et seront étiquetés conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 avril 1994 relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances. Les risques présentés par ces produits et les mesures de sécurité à prendre lors de leur manipulation seront clairement indiqués.

Les produits de nature chimique différente dont le mélange est susceptible d'être à l'origine de réactions chimiques dangereuses seront stockés en des points géographiques éloignés entre eux. Leur stockage sera réalisé au regard de tous les paramètres susceptibles d'entraîner ou de favoriser leur dispersion (choc mécanique, élévation de température). Les produits épandus seront récupérés et éliminés comme des déchets industriels dans une installation agréée à cet effet.

PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

ARTICLE 26 - Principes généraux

26.1

L'exploitant prendra toutes les dispositions nécessaires pour éviter l'émission dans l'atmosphère de fumées, de poussières ou de gaz odorants ou nocifs de telle sorte qu'il ne résulte pas d'inconvénient visé à l'article L511-1 du Code de l'Environnement.

26.2

Toutes les dispositions appropriées seront prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devront être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

ARTICLE 27 - Limites de rejet

27.1 - Conditions de rejet

Les conditions d'évacuation à l'atmosphère (vitesse d'éjection, hauteur de cheminée) des composés organiques respecteront les dispositions retenues dans l'étude d'impact produite avec le dossier de demande d'autorisation.

Toutes les dispositions seront prises pour limiter les rejets de composés organiques lors des opérations de déchargement des wagons et citernes routières.

27.1.1 - Atelier de production de monomères acryliques quaternisés

Les réservoirs de stockage d'ADAME (acrylate de diméthylaminoéthyle), de MADAME (métacrylate de diméthylaminoéthyle), de DMS (diméthylsulfate) et de chlorure de méthyle, ainsi que les opérations de chargement / déchargement de ces produits ne devront pas générer d'émissions gazeuses.

Au niveau des lignes de production, le chlorure de méthyle dégazé n'ayant pas réagi devra subir une condensation par un traitement cryogénique avant d'être recyclé en fabrication.

Après le démarrage des installations de production de DADMAC et de PolyDADMAC et lors du fonctionnement de ces dernières, les effluents des événements épurés issus des plates-formes de traitement cryogénique ne seront plus dégazés vers l'atmosphère, mais dirigés vers un incinérateur de COV.

L'activité de chlorobenzoylation ne devra pas générer d'émissions atmosphériques notables.

27.1.2 - Atelier de fabrication de polyamines / CHPTMAC

Les cuves de stockage de DMA (diméthylamine), d'EPI (épichlorhydrine) et de chlorure de benzyle, ainsi que les opérations de chargement / déchargement de ces produits ne devront pas générer d'émissions gazeuses.

Les événements des réacteurs de fabrication susceptibles de contenir de la DMA et de l'EPI seront dirigés vers une série de scrubbers (dispositifs d'abattage à l'eau) afin de dissoudre les produits volatils.

Après le démarrage des installations de production de DADMAC et de PolyDADMAC et lors du fonctionnement de ces dernières, les effluents des événements épurés après passage dans les scrubbers ne seront plus dégazés vers l'atmosphère, mais dirigés vers un incinérateur de COV.

27.1.3 - Atelier de fabrication de DADMAC et de PolyDADMAC

Les stockages de Chlorure d'Allyle, ainsi que les opérations de chargement / déchargement de ce produit ne devront pas générer d'émissions gazeuses.

Les effluents gazeux issus des événements des procédés seront captés et dirigés vers un incinérateur garantissant leur traitement.

27.1.4 - Atelier pilote pour la synthèse des monomères MDAA et PolyMDAA – HCl

Les événements des réacteurs de synthèse seront traités par un scrubber.

27.1.5 - Chaudières vapeur

Les trois chaudières vapeur respecteront les exigences de l'arrêté type du 25 juillet 1997, relatif aux installations de combustion soumise à déclaration sous la rubrique n° 2910.

Le combustible utilisé sera le gaz naturel.

Deux chaudières seulement pourront fonctionner simultanément, la troisième étant là en cas de secours.

Chaque chaudière disposera d'une cheminée d'une hauteur de 13 m.

La vitesse d'éjection des gaz de combustion en marche continue maximale doit être au moins égale à 12 m/s.

27.1.6 - Unité de traitement par combustion des émissions gazeuses

Cette installation d'incinération, qui sera mise en fonction lors du démarrage des installations de production de DADMAC et de PolyDADMAC, a pour but d'oxyder les composés organiques volatils (COV) résiduels issus des ateliers de chlorométhylation, de fabrication de polyamies / CHPTMAC et de fabrication de DADMAC / PolyDADMAC.

Les effluents devront être injectés dans une chambre de combustion dont les dimensions et les équipements permettront de satisfaire un temps de séjour de 2 à 3 secondes à une température de 850 à 1100°C.

Les fumées de combustion devront être neutralisées par pulvérisation d'eau sodée, afin de traiter les traces d'acide chlorhydrique.

La cheminée installée aura une hauteur de 12 m

La vitesse d'éjection des gaz sera de 14 m/s.

27.2.- Normes et contrôles des rejets atmosphériques

27.2.1- Ateliers de fabrications sans traitement par incinération

Les valeurs limites de rejet des ateliers sans traitement des événements dans l'unité de traitement par combustion des émissions gazeuses (ceci hors fonctionnement des installations de DADMAC et de PolyDADMAC) sont définies dans le tableau suivant :

Paramètres	Concentrations	Flux
COV hors méthane (exprimés en carbone total)	110 mg/m ³	0,3kg/h
Chlorure de méthyle + Diméthylamine + Chlorure de benzyle	20 mg/m ³	0,1 kg/h
Dyméthylsulfate + Epichlorhydrine	2 mg/m ³	7 g/h

L'exploitant devra installer, en sortie des événements des installations d'épuration des rejets gazeux de l'atelier de production de monomères acryliques quaternisés un dispositif de mesure en continu des composés organiques. Ce dispositif permettra de s'assurer du respect des normes de rejet imposées ci-dessus et de réaliser un diagnostic quasi instantané de tout incident de fonctionnement. Ce dispositif sera muni d'une alarme reportée

en salle de contrôle et les enregistrements seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. En cas de dépassement des seuils autorisés, l'installation sera arrêtée et le dispositif d'épuration réparé. Un bilan trimestriel des niveaux de rejet de l'atelier de production de monomères acryliques quaternisés devra être transmis à l'inspection des installations classées.

Les rejets gazeux de l'atelier de fabrication de polyamines / CHPTMAC, dont le procédé est en batch, devront faire l'objet d'un contrôle semestriel au cours d'un dégazage afin de s'assurer du respect des normes de rejet imposées ci-dessus. Les résultats de ces contrôles devront être transmis à l'inspection des installations classées.

L'exploitant fera procéder, par un organisme extérieur un contrôle annuel des paramètres visés dans le tableau ci-dessus. Ces mesures permettront l'évaluation de l'efficacité des moyens de traitement adoptés et l'étalonnage des dispositifs de contrôle continu et ponctuel cité au paragraphe précédent. Les résultats seront transmis à l'inspection des installations classées.

27.2.2 - Unité de traitement par combustion des émissions gazeuses

Les valeurs limites de rejet en sortie de cheminée de l'incinérateur sont définies dans le tableau suivant :

Paramètres	Concentrations	Flux
Monoxydes de carbones (CO)	100 mg/m ³	1 Kg/h
Oxydes d'azotes (en équivalent NO ₂)	100 mg/m ³	1 Kg/h
Chlorure d'hydrogène et autres composés inorganiques de chlore (exprimés en HCl)	50 mg/m ³	0,5 Kg/h
Méthane (CH ₄)	50 mg/m ³	0,5 Kg/h
Composés organiques volatils (exprimés en carbone total)	20 mg/m ³	0,2 Kg/h

L'exploitant devra faire effectuer une fois par an, par un organisme agréé, une mesure des dioxines et des paramètres définis ci-dessus selon les normes normalisées en vigueur. Ces mesures seront effectuées sur une durée minimale d'une heure, dans les conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. Les résultats de ces mesures seront transmis à l'inspection des installations classées, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuels.

Un premier contrôle sera effectué deux mois au plus tard après la mise en service de l'incinérateur. Il devra permettre de vérifier l'efficacité de traitement de l'installation et de définir la gamme des polluants émis.

27.2.3 - Chaudières vapeur

Les valeurs limites de rejet par chaudière sont définies dans le tableau suivant :

Paramètres	Concentrations	Flux
Oxydes de soufre (en équivalent SO ₂)	35 mg/m ³	0,3 Kg/h
Oxydes d'azote (en équivalent NO ₂)	150 mg/m ³	1,3 Kg/h
Poussières	5 mg/m ³	0,04 Kg/h

L'exploitant devra faire effectuer au moins tous les 3 ans, par un organisme agréé, une mesure du débit rejeté et des teneurs en oxygène et oxydes d'azote dans les gaz rejetés à l'atmosphère selon les normes normalisées en vigueur. Le premier contrôle sera effectué six mois au plus tard après la mise en service des chaudières. Ces mesures seront effectuées sur une durée minimale d'une demi-heure, dans les conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. Les résultats de ces mesures seront transmis à l'inspection des installations classées, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuels.

ARTICLE 28 – Bilan annuel des rejets et plan gestion des solvants

Pour le chlorure de méthyle, le diméthylsulfate et l'épichlorhydrine, l'exploitant adressera à l'inspection des installations classées, au plus tard le 31 mai de l'année suivante, un bilan annuel des rejets chroniques et accidentels dans l'air, dans l'eau et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement.

L'exploitant met en place un plan de gestion des solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants des installations. Ce plan de gestion des solvants sera transmis annuellement à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 29 - Emissions d'odeurs et de vésicules

Si des rejets provoquent de manière persistante une gêne pour le voisinage, l'installation d'un dispositif efficace de traitement pourra être imposée par l'inspection des installations classées.

L'inspection des installations classées pourra demander que l'exploitant réalise à ses frais des mesures d'odeurs qu'il lui transmettra.

BRUITS ET VIBRATIONS

ARTICLE 30 - Principes généraux

30.1

L'usine pourra fonctionner 24h00 sur 24h00 sept jours par semaine.

Les installations seront équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage.

Les niveaux sonores fixés à l'article 32 ci-dessous doivent être respectés aux points de mesure figurant en annexe du présent arrêté.

30.2

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, devront être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier à un type homologué au titre du décret n° 69-380 du 18 avril 1969).

30.3

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs,... etc...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

ARTICLE 31 - Niveaux de bruit limites

Afin de respecter les valeurs d'émergence définies à l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 les niveaux limites admissibles de bruit ne devront pas excéder, du fait de l'établissement, les seuils fixés dans le tableau ci-dessous :

Emplacement en limite de propriété	Niveaux limites admissibles de bruit en dB (A)	
	Période de jour 7h30 à 22h00 sauf dimanche et jours fériés	Période de nuit 22h00 à 7h00 et dimanches et jours fériés
Point de mesure 1	57	56
Point de mesure 2	60	60

L'inspecteur des installations classées pourra en tant que de besoin demander à l'exploitant des mesures de niveau sonore. Les frais de ces mesures seront à la charge de l'exploitant.

DÉCHETS

ARTICLE 32 - Principes généraux

32.1

L'exploitant prendra toutes les dispositions nécessaires dans l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets produits par son entreprise. A cette fin, il exploitera toutes les solutions permettant de limiter à la source la quantité des déchets et des sous-produits de fabrication. Toute solution permettant de trier, de recycler ou de valoriser les déchets et les sous-produits de fabrication sera systématiquement privilégiée à l'élimination en décharge.

32.2

Les déchets et les sous-produits d'exploitation non recyclés ou valorisés tel que le mentionne l'article 32.1 seront éliminés dans des conditions propres à éviter de porter atteinte à la santé publique et à l'environnement, en application du titre IV du livre V du Code de l'Environnement (loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 modifiée relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux).

En particulier, l'exploitant s'assurera de leur élimination dans des installations régulièrement autorisées à cet effet.

32.3

Dans l'attente de leur élimination, les déchets seront stockés sélectivement selon leur nature dans des conditions assurant toute sécurité et ne présentant pas de risque de pollution.

Des mesures de protection contre la pluie et de prévention des envois seront prises à l'égard des déchets solides et les déchets liquides seront stockés dans des capacités de rétention.

32.4

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

ARTICLE 33 - Déchets particuliers

33.1 - Les déchets issus du traitement des eaux

Les boues et les liquides récupérés dans le déboureur et le séparateur d'hydrocarbures ainsi que les déchets provenant de l'unité de traitement évaporatif, des réactions et des analyses du laboratoire seront traités selon les dispositions prévues à l'article 33 du présent arrêté.

33.2 – Le sel produit par les lignes DADMAC / PolyDADMAC

L'exploitant devra fournir avant le démarrage des installations de production de DADMAC / PolyDADMAC une étude visant à favoriser la valorisation de ce sous-produit.

33.3 - Les déchets liquides

Les déchets constitués ou imprégnés de produits inflammables, dangereux ou toxiques seront conservés dans des récipients étanches en attendant leur enlèvement. Des extincteurs et des moyens de neutralisation appropriés aux risques que représentent ces déchets seront tenus disponibles à proximité de ces points de stockage.

33.4 - Les huiles usagées

Conformément au décret n° 79-981 du 21 novembre 1979 modifié, portant réglementation de la récupération des huiles usagées, les huiles minérales ou synthétiques usagées seront soit remises au ramasseur agréé pour le département de la Moselle, soit transportées directement en vue de la remise à une entreprise collectant les huiles dans un état de la CEE en application de la Directive n° 75/439/CEE du 16 juin 1975 modifiée, soit transportées directement pour mise à la disposition d'un éliminateur agréé au titre du Décret susvisé et autorisé dans un autre état de la CEE en application de la Directive n°75/439/CEE.

33.5 - Les déchets d'emballage

Les dispositions du décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 relatif aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas les ménages sont applicables.

ARTICLE 34 - Contrôles des déchets

34.1

La gestion des déchets fera l'objet d'une comptabilité précise. A cet effet, l'exploitant ouvrira un registre mentionnant pour chaque type de déchets :

- l'origine, la composition, la quantité,
- le nom de l'entreprise chargée de l'enlèvement, la date de l'enlèvement,
- la destination précise des déchets : le lieu et le mode d'élimination.

Les documents justificatifs de l'exécution de l'élimination des déchets seront annexés au registre prévu ci-dessus.

34.2

Chaque mois de mai, l'exploitant fournira à l'inspection des installations classées un bilan exhaustif des déchets produits au cours de l'année précédente. Outre les aspects qualitatif et quantitatif des déchets, ce bilan fera apparaître les modalités de stockage et de transport interne et externe, les filières d'élimination et les coûts de traitement de chaque catégorie de déchets répertoriés.

RÈGLES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION ET DE SÉCURITÉ APPLICABLES À L'ÉTABLISSEMENT

ARTICLE 35 - Sûreté des installations

La sûreté étant définie comme l'ensemble des dispositions à prendre pour assurer le fonctionnement normal de l'usine, prévenir les accidents et dans la mesure de ses moyens les actes de malveillance, et en limiter les effets.

L'exploitant établira la liste des facteurs importants pour la sécurité c'est-à-dire ceux dont le dysfonctionnement placerait l'installation en situation dangereuse ou susceptible de le devenir.

35.1 - Organisation en matière de sûreté

L'exploitant mettra en place une organisation en matière de sécurité, notamment au niveau des paramètres et des équipements importants pour la sûreté.

Cette organisation mettra en œuvre un ensemble de contrôles et d'actions planifiés et systématiques, fondés sur des procédures écrites mises à jour et donnant lieu à l'établissement de documents archivés.

Cette organisation décrira en particulier :

- les équipements importants pour la sûreté et les programmes du suivi de construction, de maintenance, d'inspection, d'essais... etc...,
- les modalités d'intervention pour maintenance et entretien de ces équipements comprenant aussi les qualifications nécessaires pour intervenir que ce soit par le personnel de l'entreprise ou les sous-traitants,
- les consignes de conduite de chaque installation (situation normale, démarrages, arrêts d'urgence ou programmés, situations de crise, essais périodiques, qualifications des effectifs permanents affectés à ces tâches),
- les procédures de modification des équipements importants pour la sûreté,
- les procédures de mise à jour des documents précités.

35.2 - Retour d'expérience

Nonobstant les dispositions de l'article 38 du décret du 21 septembre 1977, l'exploitant établira un rapport annuel d'analyse des accidents, incidents importants ou difficultés chroniques susceptibles d'avoir une influence sur la sécurité des installations. Ce rapport, assorti des enseignements tirés des actions nécessaires pour remédier à ces événements sera transmis à l'inspection des installations classées.

35.3 - Contrôles sécurité

Les contrôles des capacités (réservoirs), des appareils de mesure (température, niveau, pression, débit,... etc...), des organes de sécurité (vannes, clapets, soupapes... etc...), des canalisations et tuyauteries, des réacteurs et la formation du personnel seront intégrés dans une organisation qualité.

L'ensemble des matériels importants pour la sécurité fera l'objet de spécifications précises, de procédures de qualification d'essais en rapport avec leurs utilisations. Tous ces organes feront l'objet de contrôles périodiques visuels, non destructifs ou d'épreuve dont la fréquence est définie par la réglementation pour les éléments soumis ou par les contraintes d'exploitation pour l'ensemble des installations.

Tous les essais périodiques, contrôles, vérifications et interventions notables importantes pour la sécurité et la protection de l'environnement seront consignés dans un document adapté.

Les spécifications de ces opérations sont définies dans un système de management de la sécurité et la traçabilité des opérations doit être assurée.

35.4 - Audit sécurité

Tous les ans, l'exploitant procédera à un audit de sécurité du site. Le rapport de cette visite sera envoyé à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 36 - Système de gestion et de l'organisation de l'établissement en vue de la prévention des accidents majeurs

Un système de gestion de la sécurité doit être mis en place par l'exploitant. Ce système proportionné aux risques d'accidents majeurs que présente l'établissement tient compte des éléments suivants :

- a) la politique de prévention des accidents majeurs doit être arrêtée par écrit et comprendre les objectifs et principes d'action généraux fixés par l'exploitant en ce qui concerne la maîtrise des risques d'accidents majeurs ;
- b) le système de gestion de la sécurité doit intégrer la partie du système de gestion général incluant la structure organisationnelle, les responsabilités, les pratiques, les procédures, les procédés et les ressources qui permettent de mettre en œuvre la politique de prévention des accidents majeurs ;
- c) les thèmes suivants sont abordés dans le cadre du système de gestion de la sécurité :
 - Organisation, formation
 - Identification et évaluation
 - Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
 - Gestion des modifications
 - Gestion des situations d'urgence
 - Gestion du retour d'expérience
 - Contrôle du système de gestion de la sécurité

ARTICLE 37 - Organisation générale de la sécurité incendie

L'organisation de la sécurité incendie, consignée dans le règlement général de sécurité déterminera la mise en œuvre des moyens d'intervention, l'évacuation ou suivant le cas, le confinement du personnel et l'appel des moyens de secours extérieurs.

L'exploitant définira les moyens d'intervention nécessaires (extincteurs, poteaux d'incendie...), leurs caractéristiques et leur répartition dans l'établissement en collaboration avec la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours (DD SIS). L'exploitant fournira à la DD SIS les éléments nécessaires à l'élaboration d'un plan de secours (moyens disponibles, consignes, plans... etc...). Ces documents seront régulièrement tenus à jour à l'occasion de toute modification des installations de nature à faire évoluer les risques ou les modalités d'intervention des équipes extérieures.

ARTICLE 38 - Moyens de lutte contre l'incendie

38.1 - Règles générales

Les installations seront aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptible de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens de lutte.

Les moyens de défense, adaptés aux risques présentés par les installations, seront judicieusement répartis entre moyens fixes et moyens mobiles. En particulier, ils seront installés dans des endroits accessibles, bien mis en évidence et maintenus en bon état d'utilisation. Ces moyens seront décrits dans le Plan d'Opération Interne (POI) de l'établissement.

Le matériel de lutte contre l'incendie devra être entretenu en permanence.

Pour la mise en œuvre des moyens fixes et mobiles, une équipe d'intervention sera constituée parmi le personnel d'exploitation de l'usine.

38.2 - Détection automatique d'incendie

La détection automatique d'incendie est obligatoire dans les zones contenant des produits dangereux. Les types de détecteurs employés seront déterminés en fonction des produits, objets ou matériels entreposés. L'exploitant présentera, dans un document, les types de détecteurs retenus et la motivation de son choix.

Les alarmes seront centralisées dans la salle de commande et reportées par zone d'activité. Lorsque l'ampleur du sinistre le justifie et conformément au code national d'alerte, l'exploitant actionnera une sirène d'une portée de 1 500 mètres afin de prévenir tout son personnel et les tiers situés dans la zone dangereuse.

38.3 - Extinction

Des Robinets d'Incendie Armés (RIA), répartis dans les installations en fonction de leurs dimensions, seront situés à proximité des issues et disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances placées dans des directions opposées.

Des dispositifs d'extinction automatiques seront installés lorsque les installations présenteront des risques particuliers liés à la nature des produits, au mode de stockage, aux conditions d'exploitation... etc... . L'exploitant définira les agents d'extinction les plus appropriés en fonction des caractéristiques des produits utilisés.

Les zones de stockage et de dépotage seront équipées de moyens propres décrits pour chacune dans les articles qui les concernent.

38.4 - Réseau incendie

L'usine installera un réseau général d'eau incendie maillé, destiné à alimenter les réseaux particuliers des bâtiments, des stockages et des aires de dépotage. Ce réseau d'eau incendie sera de capacité suffisante pour alimenter les moyens d'extinction disponibles dans l'usine ainsi que les moyens intervenants extérieurs et pour protéger les installations situées dans la zone en feu.

Cette installation comprendra notamment un réseau d'eau industrielle provenant de la ZAC de Saint-Avoid ayant un débit d'alimentation de 300 m³/h au minimum équipé de deux surpresseurs (un fonctionnant au gasoil, l'autre électrique) pour alimenter 4 poteaux d'incendie de 60 m³/h de débit chacun. De plus, ce dispositif sera complété d'un réseau d'eau de ville, garantissant une pression minimum de 6 bars, pour alimenter des Relais d'Incendie Armés (RIA).

Le réseau d'eau sera équipé de bouches ou de poteaux d'incendie normalisés incongelables de diamètre 100 mm ou 2*100 mm. Ce réseau sera équipé de raccords normalisés permettant son alimentation par des moyens mobiles tels que des motopompes, l'implantation de ces raccords sera déterminée en accord avec les services de secours et d'incendie.

La source d'eau d'extinction d'incendie sera le réseau d'eau industrielle de la ZAC de Saint-Avoid.

ARTICLE 39 - Formation du personnel

L'exploitant veillera à la qualification professionnelle et à la formation "Sécurité" de son personnel.

Une formation particulière sera assurée pour le personnel affecté à la conduite ou à la surveillance des installations susceptibles, en cas de fonctionnement anormal, de porter atteinte à la santé et à la sécurité des personnes (par exemple, manipulation de gaz ou liquides inflammables, de produits toxiques gazeux ou pouvant émettre des vapeurs toxiques).

Cette formation devra notamment comporter :

- la connaissance des risques, notamment des risques spécifiques liés aux produits et aux procédés de fabrication,
- la connaissance des risques engendrés par les entreprises voisines,
- toutes les informations utiles sur les produits manipulés et les opérations de fabrication,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger,
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur atelier. Un compte-rendu écrit de ces exercices sera rédigé.

Une information d'accueil sera également assurée au personnel des entreprises extérieures amené à effectuer des travaux sur les installations.

ARTICLE 40 - Autorisation de travail - Permis de feu

Tous les travaux de réparation ou d'aménagement dans les zones à risques, et nécessitant l'emploi d'une flamme ou d'un point chaud ne pourront être effectués qu'après délivrance d'une autorisation de travail accompagnée d'un permis de feu dûment signé par l'exploitant ou par la personne que ce dernier aura désignée. Cette autorisation de travail avec son permis de feu inclura les modalités particulières de l'intervention.

Après achèvement de toute intervention un contrôle sera effectué.

ARTICLE 41 - Principes de sécurité généraux

41.1 - Appareils

Les pompes, les vannes et tous les appareils importants pour la sécurité qui, en cas de défaillance, peuvent entraîner du fait de leur mauvais fonctionnement ou de leur arrêt une dégradation des conditions d'exploitation ou une incursion dans des plages dangereuses de fonctionnement pour les installations seront doublés.

De plus, l'état de ces appareils sera retransmis sur les postes opératoires de la salle de contrôle.

41.2 - Systèmes informatiques

Les systèmes informatiques d'exploitation seront indépendants des automates de sécurité. Ce doublement concernera autant la transmission des informations que le matériel électronique lui-même.

Les alarmes principales seront envoyées sur des automates de sécurité en salle de contrôle et sur un report d'alarme implanté dans le hall de production. La présence de personnel n'étant pas continue dans les ateliers, ce panneau de sécurité sera équipé d'alarmes sonores ou d'un gyrophare.

41.3 - Caractéristiques de construction des salles de contrôle

Les salles de contrôle de chaque ligne seront implantées de manière à être isolée des risques présentés par les activités dangereuses exercées sur le site conformément aux

résultats et aux calculs produits dans les études des dangers. La construction de ces salles devra garantir la pérennité du pilotage des installations et des commandes des éléments de sécurité du site, cela en toutes circonstances.

41.4 - Caractéristiques de fonctionnalité

La salle de contrôle suivra de manière centralisée chaque procédé de fabrication de son unité et indépendamment les systèmes d'alarme et de sécurité des installations. De plus les opérateurs sont prévenus par des moyens de communication et des reports d'alarme tels que gyrophares sur un poste local (dans l'atelier ou à proximité des postes de stockage ou de dépotage, protégé des risques présentés par les installations) afin d'intervenir sur les systèmes ou d'évacuer la zone. Ces deux systèmes devront cohabiter sans interférence ni se neutraliser.

Les fonctions principales de pilotage des réactions et de sécurité de la salle de contrôle seront redondantes pour lui assurer un fonctionnement continu. Tous les dispositifs électroniques de transmission, de traitement et de suivi de l'information des paramètres importants pour la sécurité seront conçus et installés pour pallier les modes communs de défaillance. De plus, les cartes électroniques d'alimentation, celles des microprocesseurs, les bus de connexion et de couplage... etc... seront doublés et indépendants.

Toutes les alimentations électriques de la salle de commande seront secourues, en particulier celles qui concernent les sécurités des installations.

ARTICLE 42 - Mesures d'urgence

42.1 - Plan d'opération interne

L'exploitant établira un Plan d'Opération Interne (POI), qui définira les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il mettra en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Ce plan, accompagné de l'avis du CHSCT, s'il existe, sera transmis à la Direction Départementale de la Protection Civile, à la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours (DD SIS) et à l'Inspection des installations classées. Le Préfet pourra demander la modification des dispositions envisagées.

Le POI sera révisé au plus tard tous les cinq ans et en cas de modification notable ou d'implantation d'un nouvel atelier.

En cas d'accident, l'exploitant assurera à l'intérieur des installations la direction des secours jusqu'au déclenchement éventuel du Plan Particulier d'Intervention (PPI) par le Préfet. Il prendra en outre à l'extérieur de son établissement les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au POI et au PPI en application de l'article 7 du décret 88-622 du 6 mai 1988 et de l'article 17 du décret du 21 septembre 1977.

L'exploitant est tenu de fournir au Préfet les éléments spécifiquement et directement nécessaires à l'information préalable des populations sur les risques encourus et sur les consignes à appliquer en cas d'accident.

42.2 - Mesures d'urgence

Les mesures d'urgence prises en application de l'article 4 de la loi du 22 juillet 1987 incombent à l'exploitant. Elles sont fixées dans le PPI et concernent notamment :

- la diffusion de l'alerte auprès des entreprises et des populations voisines. A cet effet, l'exploitant disposera d'une sirène dont la portée sera d'au moins 1 500 mètres. Elle pourra être déclenchée à partir de plusieurs points de l'usine,
- le contrôle de l'entrée du site des personnes au voisinage du site et des véhicules.

42.3 - Exercices

Une convention établie entre ATOFINA et SNF SAS définit les conditions de mise en œuvre des moyens du Poste Principal de Secours (PPS) d'ATOFINA.

Un exercice annuel permettra de vérifier les moyens décrits dans le Plan d'Opération Interne et la mise en œuvre des mesures d'urgence correspondantes. Les thèmes des exercices seront soumis au préalable à l'inspection des installations classées et au Service Départemental d'Incendie et de Secours.

42.4 - Déclenchement du PPI

L'exploitant mettra à la disposition des pouvoirs publics un PC opérationnel équipé tel que prévu au PPI.

ARTICLE 43 - Information

L'exploitant remettra pour distribution aux municipalités de CARLING, L'HOPITAL, SAINT-AVOLD, DIESEN et PORCELETTE, une plaquette d'information explicitant les principales dispositions à prendre et à observer en cas d'accident. Avant sa distribution, cette plaquette sera présentée à l'inspection des installations classées et au Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile.

ARTICLE 44 - Dispositions visant à diminuer les conséquences d'un accident - Urbanisme

Le site ne devra pas, par son implantation, accroître les contraintes d'urbanisme fixées par l'arrêté préfectoral n° 90-AG/2-72 du 7 février 1990 qualifiant d'intérêt général (PIG) le projet de protection défini par l'arrêté préfectoral n° 89-AG/2-677 du 5 décembre 1989 autour du complexe chimique de Carling et concernant les communes de Carling, L'Hôpital, Saint-Avold, Porcellette et Diesen.

Aucune zone concernée par des effets mortels n'ira au-delà de la limite de propriété de SNF et de la limite de la zone Z1 actuelle prise en compte dans le PIG de Carling.

L'isolement des différentes installations entre elles évitera tout effet domino.

Par ailleurs, l'exploitant devra tenir l'inspecteur des installations classées informé de tout projet d'implantation ou de construction dans la zone des effets irréversibles, dont il aurait connaissance.

L'exploitant mettra à la disposition de son personnel un équipement individuel et des zones de refuge adaptées aux risques engendrés tant par ses installations que par celles des entreprises voisines répertoriées dans le PPI de la plate-forme chimique de Carling.

ARTICLE 45 - Garanties financières

45.1

Pour les activités relevant de l'article L.515-8 du Code de l'Environnement autorisées par le présent arrêté, l'exploitant justifiera des garanties financières permettant d'assurer :

- la surveillance et le maintien en sécurité des installations en cas d'événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement, les interventions en cas d'accident ou de pollutions.

Compte tenu de la nature toxique des produits utilisés le montant des garanties financières est fixé à 617 300 €.

En toute période, l'exploitant doit être en mesure de justifier l'existence d'une caution solidaire telle que prévue

- par la réglementation et d'un montant au moins égal à la somme correspondante fixée ci-dessus. Notamment, le document correspondant doit être disponible dans l'usine et l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement peut en demander communication lors de toute visite.

45.2

Ces garanties feront l'objet d'une actualisation selon les modalités suivantes :

- tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP 01,
- dans un délai de six mois suivant une augmentation d'au moins 15% de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans,
- lors d'une modification notable des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières.

L'attestation de renouvellement doit être envoyée au Préfet au moins 3 mois avant son échéance.

45.3

L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L514-1 du Code de l'Environnement.

45.4

Le Préfet fait appel aux garanties financières :

- soit en cas de non-exécution par l'exploitant des opérations mentionnées au quatrième alinéa de l'article 23.3 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, après intervention des mesures de consignation prévues à l'article L.514-1 du Code de l'Environnement,
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant.

Ces mesures sont prescrites sans préjudice des dispositions complémentaires qui pourraient être imposées, si nécessaire, pour la protection des intérêts visés à l'article L.511.1 du Code de l'Environnement.

DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

ARTICLE 46 - Modifications

Toute modification apportée au mode d'exploitation, à l'implantation du site ou d'une manière plus générale à l'organisation doit être portée à la connaissance du Préfet.

ARTICLE 47 – Changement d'exploitant

En cas de changement d'exploitant, le Bureau de l'Environnement de la Préfecture devra être informé dans le délai d'un mois.

ARTICLE 48 – Cessation d'activité

En cas d'arrêt définitif d'une installation classée, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement.

Au moins un mois avant la mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt. La notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur les mesures prises ou prévues pour la remise en état du site et comportant notamment :

1. l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, des matières polluantes susceptibles d'être véhiculées par l'eau ainsi que des déchets présents sur le site,
2. la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées,
3. l'insertion du site de l'installation dans son environnement
4. en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement.

ARTICLE 49 – Hygiène et sécurité du personnel – protection des tiers

Les prescriptions légales et réglementaires en vigueur, relatives à l'hygiène et à la sécurité du personnel seront rigoureusement observées.

L'établissement demeurera d'ailleurs soumis à la surveillance de l'inspection des installations classées, ainsi qu'à l'exécution de toutes les mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la salubrité publique.

ARTICLE 50 – Infractions aux dispositions de l'arrêté – durée de validité de l'autorisation

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application des sanctions administratives prévues par l'article L514-1 du Code de l'Environnement, indépendamment des sanctions pénales qui pourraient être exercées par les tribunaux compétents.

Le présent arrêté cessera de produire effet s'il s'écoulait un délai de trois années avant la mise en activité, ou bien encore si l'exploitation était interrompue pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

ARTICLE 51 – Informations des tiers

En vue de l'information des tiers :

1°) une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de SAINT-AVOLD et pourra y être consultée par tout intéressé ;

2°) un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ;

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de l'exploitant.

Une copie de cet arrêté sera adressée aux Conseils Municipaux de SAINT-AVOLD, CARLING, DIESEN, L'HOPITAL, LONGEVILLE-LES-SAINT-AVOLD ET PORCELETTE ;

3°) un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 52 – Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent préservés par la présente autorisation afin qu'ils puissent faire valoir devant les tribunaux compétents dans un délai de 4 ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté toute demande en indemnité en raison du dommage qu'ils prétendraient leur être occasionné par l'établissement autorisé.

ARTICLE 53 – Exécution de l'arrêté

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,
Le Sous-Préfet de FORBACH,
Le Maire de SAINT-AVOLD,
Les inspecteurs des installations classées,
Et tous agents de la force publique,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de STRASBOURG par le demandeur ou l'exploitant, dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

METZ, le 17 janvier 2005

LE PREFET,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

Signé : Marc André GANIBENQ